

**CONCOURS DE RECRUTEMENT
DES GREFFIERS DES SERVICES JUDICIAIRES
AU TITRE DE L'ANNEE 2004**

MARDI 24 FEVRIER 2004

CONCOURS EXTERNE

EPREUVE OBLIGATOIRE N° 1 (durée 4 heures ; coefficient 4)

Au choix du candidat, après communication des sujets :

Option n° 1 : Composition sur un sujet d'ordre général permettant d'apprécier la culture du candidat et son aptitude à la rédaction ;

Option n° 2 : Résumé d'un texte se rapportant à des problèmes généraux d'ordre juridique ou administratif.

- Il est interdit d'avoir recours à des notes ou documents quelconques.
- Le candidat ne doit ni signer sa copie ni y porter de signe distinctif, la rupture de l'anonymat entraînant l'annulation de la copie.

TRES IMPORTANT

**Les candidats ne traiteront qu'un seul sujet
parmi les deux options suivantes.**

SUJETS :

OPTION N° 1 :

1^{er} sujet : La science est-elle toujours source de progrès ?

OPTION N° 2 :

2^{ème} sujet : Résumer en 250 mots maximum le texte joint.

Le candidat doit préciser en fin de résumé le nombre de mots utilisés.

Une marge de 10 % en plus ou en moins est tolérée.

On appelle « mot » toute lettre ou groupe de lettres séparées des autres par un blanc, une apostrophe ou un tiret (mot composé).

QUEL DEVENIR POUR LES ADMINISTRATIONS ?

La modestie des résultats obtenus en matière de déconcentration parallèlement au vaste mouvement de décentralisation engagé en 1982 a conduit la « charte de la déconcentration » publiée en 1992, à étendre les responsabilités propres des préfets et des représentants locaux des ministères. Elle précise ainsi que seules peuvent être confiées aux administrations centrales les missions qui présentent un caractère national ou dont l'exécution, en vertu de la loi, ne peut être déléguée à un échelon territorial. Les autres missions, notamment celles qui intéressent les relations entre l'Etat et les collectivités territoriales, doivent être confiées aux services déconcentrés, ainsi consacrés comme les échelons administratifs de droit commun.

Dix ans après le schéma initial n'est pas encore totalement traduit dans les faits.

La déconcentration implique une profonde mutation des services centraux qui doivent assurer leur mission de pilotage, c'est-à-dire fixer des objectifs précis et des méthodes pour apprécier les résultats de leur action et de celle des services déconcentrés. Elle peut désormais trouver un puissant levier d'accompagnement dans la loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (LOLF) dont la mise en œuvre appelle une nette distinction entre les fonctions stratégiques et les fonctions opérationnelles ainsi que des évolutions rapides et importantes en termes de structures, d'outils et de comportements.

Mais les obstacles auxquels la politique de déconcentration s'est heurtée ne sont pas pour autant tous levés.

Plusieurs circulaires du Premier Ministre, en septembre 1992, juillet 1995 et juillet 1996, ont demandé aux ministres une réduction sensible du nombre des directions et des effectifs en administration centrale au profit des services déconcentrés.

La circulaire de juillet 1996 fixait un objectif ambitieux de réduction en trois ans de 215 à 150 du nombre de directions d'administration centrale de l'Etat. En fait, au cours de la dernière décennie, aucun ministère n'a modifié ses structures centrales dans une perspective cohérente avec ces orientations.

Le deuxième objectif visait la réduction de 10% des effectifs des administrations centrales. Dans ce domaine aussi, les évolutions enregistrées sont minimales. Encore faut-il remarquer, d'une part, que les emplois d'administration centrale ne représentent qu'environ 2% du total de la fonction publique, d'autre part, que ces effectifs sont mal connus. Le mode de comptabilisation des effectifs d'administration centrale n'est pas clairement arrêté, le périmètre n'étant pas le même au sens budgétaire et au sens fonctionnel.

La notion d'effectifs n'a d'ailleurs de sens qu'au regard des missions exercées et donc des catégories de personnel qui en sont chargées. Les directives du Premier ministre invitaient ainsi les ministères à renforcer leurs effectifs, souvent insuffisants, de personnels de conception capables d'assumer les tâches nouvelles de pilotage des services déconcentrés. Ce n'est que depuis peu qu'a été amorcé un tel renforcement de l'encadrement, plus ou moins sensible selon les ministères.

Enfin, les initiatives prises par la plupart des ministères, parfois bien avant 1992 et les circulaires de 1996, pour mettre sur pied au sein de l'administration centrale des structures cohérentes de pilotage ont obtenu des résultats très divers mais généralement modestes. En tout état de cause, l'état de renforcement qualitatif des capacités de pilotage des administrations centrales reste à faire.

Il est regrettable que la politique engagée par le commissariat à la réforme de l'Etat (CRE) en 1996 pour analyser les effectifs au regard des missions et définir des objectifs d'évolution n'ait pas été poursuivie. De même, la délégation interministérielle à la réforme de l'Etat (DIRE) n'a pas assuré, au-delà de 1998, le suivi d'ensemble des évolutions de structure liées à la déconcentration.

La gestion des services déconcentrés pose, au premier chef, des questions à l'évidence difficiles liées à la nécessaire adaptation des objectifs nationaux à la diversité des territoires. De multiples procédures ou instruments ont été successivement ou concomitamment mis en place.

Le degré d'application des instructions, très inégal d'un ministère à l'autre, témoigne, certes, de la difficulté objective des problèmes techniques à résoudre, mais aussi des résistances au changement de certaines administrations centrales et, partant, des efforts restant à accomplir pour mettre en œuvre les exigences de la loi organique sur les lois de finances du 1^{er} août 2001 sur laquelle les principes de politique de déconcentration anticipent à maints égards.

La loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire (LOADT) du 25 juin 1999 a prévu l'élaboration de schémas de services collectifs définissant les choix stratégiques des principales politiques publiques, à l'horizon de vingt ans.

Neuf grands secteurs ont fait l'objet d'un schéma de services collectifs approuvé par décret en avril 2002. Il est encore trop tôt pour porter une appréciation définitive sur cette procédure. Néanmoins, dans les domaines particuliers (enseignement supérieur, culture et santé) où elle a eu l'occasion d'en examiner la mise en œuvre, la Cour a constaté les limites de cette tentative de définition prospective et concertée des objectifs essentiels de l'action de l'Etat.

Plusieurs circulaires du Premier ministre et du ministre du budget ont prescrit en 1995, 1996 et 1999 d'unifier, par ministère ou par grand domaine, les multiples circulaires budgétaires que les services centraux adressaient en début d'année à leurs services déconcentrés et d'en modifier le contenu pour en faire des instruments d'orientation et d'évaluation des politiques. La circulaire du Premier ministre du 8 janvier 2001 a invité fermement les ministres à adresser chaque année à leurs services déconcentrés des directives nationales d'orientation (DNO), véritables documents de référence fixant le cadre général de l'action de l'Etat.

Si le ministère chargé de la santé et de la solidarité et celui de l'équipement se sont conformés à l'esprit comme à la lettre de la circulaire, dans certains cas, relativement fréquents, les DNO contiennent des orientations beaucoup trop générales pour être significatives. Le ministère de l'agriculture a quant à lui opté pour des démarches partielles et plus progressives.

Certains ministères, non des moindres au regard du nombre d'agents employés, (éducation nationale, finances et industrie, intérieur...), n'ont pas même jugé utile de donner suite à la circulaire du Premier ministre.

Rares sont les ministères qui ont mis en oeuvre la formule de la lettre de mission adressée aux responsables de leurs services déconcentrés lors de leur nomination. En revanche, la plupart d'entre eux ont mis sur pied des formules de dialogue de gestion entre services centraux et services déconcentrés dont les modes d'organisation, la périodicité et l'efficacité varient sensiblement d'un ministère à l'autre.

Depuis le tout début des années 1990, diverses tentatives ont également été engagées pour étendre les responsabilités des gestionnaires locaux au moyen de procédures contractuelles conclues avec l'administration centrale, souvent basées sur le principe d'un assouplissement des règles traditionnelles de gestion en contrepartie d'engagements en termes d'objectifs et de résultats déclinant les priorités locales d'application des orientations nationales.

En 1995, une circulaire du Premier ministre a prescrit l'expérimentation de « contrats de services publics » dans plusieurs ministères. Faute d'une impulsion gouvernementale suffisante, cette démarche expérimentale s'est essoufflée après avoir donné lieu à la signature de deux contrats de service avec des rectorats. En 1988, une nouvelle circulaire du Premier ministre a encouragé le développement de la contractualisation interne. Certains ministères s'y sont engagés plus ou moins résolument, d'autres, en revanche, l'ont négligée.

Au-delà de ces dispositifs contractuels, diverses formules, tels les projets locaux de service, ont été mises en place. Mais l'expérience montre que rares sont ceux qui sont capables de donner toute sa portée à la démarche et de faire preuve d'une réelle capacité d'adaptation au contexte local.

Un tel bilan confirme l'ampleur des efforts qui restent à déployer dans la perspective de la mise en œuvre, dans le cadre de la LOLF, de « budgets locaux de services » articulants des « budgets opérationnels de programme » ministériels.

La mise en œuvre effective de la déconcentration suppose, en tout état de cause, que les personnels et les crédits soient alloués en fonction des objectifs définis avec les services déconcentrés et des résultats obtenus. C'était l'un des objectifs essentiels des textes de 1992 et la perspective de l'évaluation de la performance ouverte par la loi organique sur les lois de finances renforce la nécessité de cette évolution.

Force est de constater que les conditions dans lesquelles s'opère la répartition des personnels appartenant aux services déconcentrés gestionnaires (préfectures, rectorats, DRASS, etc.) ou aux grands réseaux opérationnels (éducation, police, justice, etc.) qui représentent l'essentiel des moyens mis en œuvre par l'Etat sur l'ensemble du territoire, sont encore loin de répondre à des critères explicites. De manière générale, outre que les effectifs réels sont mal connus, leur corrélation avec les missions assumées n'est pas avérée. Les redéploiements sont restés modestes aussi bien entre les circonscriptions régionales et départementales qu'au sein des unes et des autres.

Engagée pour les préfectures dès 1985, étendue en 1990, la globalisation des dotations de fonctionnement a été retardée par la trop lente adaptation des règles et des nomenclatures budgétaires. De plus, l'efficacité, en termes de déconcentration, de la globalisation de ces crédits reste limitée dès lors que les administrations centrales l'assortissent de procédures destinées à leur permettre de peser indirectement sur tous les choix structurants.

De fait, la globalisation a été un moyen de maîtrise des frais de gestion autant qu'un instrument de la déconcentration. A partir de l'exercice 2000, une globalisation incluant les rémunérations des personnels, qui préfigure à maints égards les perspectives de la LOLF, a été expérimentée dans un nombre croissant de préfectures. Une évaluation récente relève de nombreux effets positifs mais souligne les progrès qui restent à faire notamment en matière de mise en œuvre par l'administration centrale d'une véritable fonction de pilotage par objectifs.

Peu de ministères répartissent les crédits d'intervention sur la base de critères reliant les objectifs nationaux et une évaluation précise des situations locales.

Compte tenu de l'imbrication des interventions de l'Etat et de celles des collectivités territoriales, le risque est grand que les décisions prises ne fassent qu'accompagner les logiques de développement émanant spontanément des territoires et que les « moyens allient aux moyens » sans effet de rééquilibrage.

Le pilotage des services déconcentrés suppose enfin que l'administration centrale comme les services déconcentrés puissent suivre l'activité locale de l'Etat. Pourtant, la déconcentration des compétences et des moyens ne s'est pas toujours accompagnée de la mise en place de systèmes d'information répondant à ce besoin.

Plus de vingt ans après le décret d'avril 1981 qui posait un principe général d'organisation consistant à établir un fichier commun à l'ordonnateur et au comptable, l'unification des logiciels retenus pour la dépense des administrations centrales et pour celles déconcentrées n'a pas été généralisée.

La mise en oeuvre à partir de 1988 du système unifiant la comptabilité des mandateurs des ordonnateurs secondaires et celles des comptables a représenté un progrès certain. Elle n'a toutefois pas répondu aux besoins de la gestion comptable interne des ordonnateurs et les services déconcentrés ont mis en place d'autres systèmes d'information souvent non compatibles. Cette dispersion des architectures informatiques - qui ne se limite pas aux seules informations budgétaires ou comptables - ne favorise pas l'exploitation des résultats de gestion des services déconcentrés par les directions d'administration centrale, sous la forme de ratios et de tableaux de bord adaptés à l'activité et aux missions.

Mis en oeuvre à partir d'octobre 1996, le système interministériel ACCORD doit doter à terme l'Etat d'un outil de gestion budgétaire et comptable de sa dépense commun, d'une part, à l'ordonnateur, au comptable et au contrôleur financier, d'autre part, à tous les services centraux et déconcentrés des ministères. Mais ce n'est qu'en 2006 qu'il doit également couvrir les dépenses déconcentrées.

Par ailleurs, aucun service déconcentré ne dispose encore d'un système efficace d'analyse des coûts, pourtant rendu indispensable par les exigences de la LOLF.

Certes, presque tous les ministères ont publié le plan triennal de mise en oeuvre du contrôle de gestion décidé en 2000 et conforté par la loi organique relative aux lois de finances du 1^{er} août 2001, afin de suivre, réguler voire corriger l'action des services. Mais les démarches restent encore hésitantes et imparfaites dans les services déconcentrés.

Le contrôle des inspections ministérielles sur les services déconcentrés est très inégal et l'exploitation de leurs travaux souvent insuffisante. D'une manière générale, alors que ces services pourraient devenir un élément essentiel des dispositifs d'évaluation, l'organisation des corps d'inspection sur une base régionale, voire mieux encore interrégionale n'est pas systématique. Les tentatives du commissariat à la réforme de l'Etat puis de la délégation à la réforme de l'Etat conjointement avec la direction générale de la fonction publique pour coordonner les corps d'inspection en matière de contrôle des services déconcentrés sont restées peu efficaces.

Dans ces conditions, il est difficile de porter une appréciation globale sur les effets de la politique de déconcentration ni d'évaluer les économies ou l'efficacité accrue qui, a priori, devraient en résulter.

(Extrait du rapport public particulier de la Cour des Comptes – Synthèse « La déconcentration des administrations et la réforme de l'Etat » - Novembre 2003)

**CONCOURS DE RECRUTEMENT
DES GREFFIERS DES SERVICES JUDICIAIRES
AU TITRE DE L'ANNEE 2004**

MARDI 24 FEVRIER 2004

CONCOURS INTERNE

EPREUVE OBLIGATOIRE N° 1 (durée 4 heures ; coefficient 4)

Au choix du candidat, après communication des sujets :

- Option n° 1 :** Composition sur un sujet d'ordre général permettant d'apprécier la culture du candidat et son aptitude à la rédaction ;
- Option n° 2 :** Résumé d'un texte se rapportant à des problèmes généraux d'ordre juridique ou administratif ;
- Option n° 3 :** Composition sur une ou plusieurs questions relatives à la pratique des greffes.

- Il est interdit d'avoir recours à des notes ou documents quelconques.
- Le candidat ne doit ni signer sa copie ni y porter de signe distinctif, la rupture de l'anonymat entraînant l'annulation de la copie.

TRES IMPORTANT

**Les candidats ne traiteront qu'un seul sujet
parmi les trois options suivantes.**

SUJETS :

OPTION N° 1 :

1^{er} sujet : La science est-elle toujours source de progrès ?

OPTION N° 2 :

2^{ème} sujet : Résumer en 250 mots maximum le texte joint.

Le candidat doit préciser en fin de résumé le nombre de mots utilisés.

Une marge de 10 % en plus ou en moins est tolérée.

On appelle « mot » toute lettre ou groupe de lettres séparées des autres par un blanc, une apostrophe ou un tiret (mot composé).

OPTION N° 3 :

3^{ème} sujet : Comporte quatre questions qui devront obligatoirement être toutes traitées sur la même feuille de composition.

Question n° 1 :

Monsieur DURAND, domicilié à REIMS, veut engager une action en dommages et intérêts contre son voisin en réparation d'un préjudice causé par ce dernier.

Monsieur DURAND, en vacances à NICE, se rend au Tribunal de Grande Instance où vous êtes greffier(e) à l'accueil. Il vous questionne sur l'action qu'il envisage d'intenter et insiste pour vous déposer sa demande.

Quelles informations lui donnez-vous ?

Question n° 2 :

Affecté(e) au service des pactes civils de solidarité (PACS), vous présenterez vos fonctions au sein de ce service en indiquant notamment :

- quelles sont vos missions ;
- quelles informations vous donnez aux candidats au PACS pour la constitution de leur dossier ;
- quelles sont les modalités d'enregistrement du PACS ;
- quelles sont les modalités de modification et de dissolution du PACS.

Question n° 3 :

Quel est le rôle du greffier(e) pendant l'audience correctionnelle ?

Question n° 4 :

Vous êtes greffier(e) dans un Conseil de Prud'hommes section Commerce. Par courrier, vous recevez un contredit concernant une affaire venue à l'audience de la semaine dernière.

Expliquez précisément quel va être votre rôle dans le traitement de ce contredit.

QUEL DEVENIR POUR LES ADMINISTRATIONS ?

La modestie des résultats obtenus en matière de déconcentration parallèlement au vaste mouvement de décentralisation engagé en 1982 a conduit la « charte de la déconcentration » publiée en 1992, à étendre les responsabilités propres des préfets et des représentants locaux des ministères. Elle précise ainsi que seules peuvent être confiées aux administrations centrales les missions qui présentent un caractère national ou dont l'exécution, en vertu de la loi, ne peut être déléguée à un échelon territorial. Les autres missions, notamment celles qui intéressent les relations entre l'Etat et les collectivités territoriales, doivent être confiées aux services déconcentrés, ainsi consacrés comme les échelons administratifs de droit commun.

Dix ans après le schéma initial n'est pas encore totalement traduit dans les faits.

La déconcentration implique une profonde mutation des services centraux qui doivent assurer leur mission de pilotage, c'est-à-dire fixer des objectifs précis et des méthodes pour apprécier les résultats de leur action et de celle des services déconcentrés. Elle peut désormais trouver un puissant levier d'accompagnement dans la loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (LOLF) dont la mise en œuvre appelle une nette distinction entre les fonctions stratégiques et les fonctions opérationnelles ainsi que des évolutions rapides et importantes en termes de structures, d'outils et de comportements.

Mais les obstacles auxquels la politique de déconcentration s'est heurtée ne sont pas pour autant tous levés.

Plusieurs circulaires du Premier Ministre, en septembre 1992, juillet 1995 et juillet 1996, ont demandé aux ministres une réduction sensible du nombre des directions et des effectifs en administration centrale au profit des services déconcentrés.

La circulaire de juillet 1996 fixait un objectif ambitieux de réduction en trois ans de 215 à 150 du nombre de directions d'administration centrale de l'Etat. En fait, au cours de la dernière décennie, aucun ministère n'a modifié ses structures centrales dans une perspective cohérente avec ces orientations.

Le deuxième objectif visait la réduction de 10% des effectifs des administrations centrales. Dans ce domaine aussi, les évolutions enregistrées sont minimales. Encore faut-il remarquer, d'une part, que les emplois d'administration centrale ne représentent qu'environ 2% du total de la fonction publique, d'autre part, que ces effectifs sont mal connus. Le mode de comptabilisation des effectifs d'administration centrale n'est pas clairement arrêté, le périmètre n'étant pas le même au sens budgétaire et au sens fonctionnel.

La notion d'effectifs n'a d'ailleurs de sens qu'au regard des missions exercées et donc des catégories de personnel qui en sont chargées. Les directives du Premier ministre invitaient ainsi les ministères à renforcer leurs effectifs, souvent insuffisants, de personnels de conception capables d'assumer les tâches nouvelles de pilotage des services déconcentrés. Ce n'est que depuis peu qu'a été amorcé un tel renforcement de l'encadrement, plus ou moins sensible selon les ministères.

Enfin, les initiatives prises par la plupart des ministères, parfois bien avant 1992 et les circulaires de 1996, pour mettre sur pied au sein de l'administration centrale des structures cohérentes de pilotage ont obtenu des résultats très divers mais généralement modestes. En tout état de cause, l'état de renforcement qualitatif des capacités de pilotage des administrations centrales reste à faire.

Il est regrettable que la politique engagée par le commissariat à la réforme de l'Etat (CRE) en 1996 pour analyser les effectifs au regard des missions et définir des objectifs d'évolution n'ait pas été poursuivie. De même, la délégation interministérielle à la réforme de l'Etat (DIRE) n'a pas assuré, au-delà de 1998, le suivi d'ensemble des évolutions de structure liées à la déconcentration.

La gestion des services déconcentrés pose, au premier chef, des questions à l'évidence difficiles liées à la nécessaire adaptation des objectifs nationaux à la diversité des territoires. De multiples procédures ou instruments ont été successivement ou concomitamment mis en place.

Le degré d'application des instructions, très inégal d'un ministère à l'autre, témoigne, certes, de la difficulté objective des problèmes techniques à résoudre, mais aussi des résistances au changement de certaines administrations centrales et, partant, des efforts restant à accomplir pour mettre en œuvre les exigences de la loi organique sur les lois de finances du 1^{er} août 2001 sur laquelle les principes de politique de déconcentration anticipent à maints égards.

La loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire (LOADT) du 25 juin 1999 a prévu l'élaboration de schémas de services collectifs définissant les choix stratégiques des principales politiques publiques, à l'horizon de vingt ans.

Neuf grands secteurs ont fait l'objet d'un schéma de services collectifs approuvé par décret en avril 2002. Il est encore trop tôt pour porter une appréciation définitive sur cette procédure. Néanmoins, dans les domaines particuliers (enseignement supérieur, culture et santé) où elle a eu l'occasion d'en examiner la mise en œuvre, la Cour a constaté les limites de cette tentative de définition prospective et concertée des objectifs essentiels de l'action de l'Etat.

Plusieurs circulaires du Premier ministre et du ministre du budget ont prescrit en 1995, 1996 et 1999 d'unifier, par ministère ou par grand domaine, les multiples circulaires budgétaires que les services centraux adressaient en début d'année à leurs services déconcentrés et d'en modifier le contenu pour en faire des instruments d'orientation et d'évaluation des politiques. La circulaire du Premier ministre du 8 janvier 2001 a invité fermement les ministres à adresser chaque année à leurs services déconcentrés des directives nationales d'orientation (DNO), véritables documents de référence fixant le cadre général de l'action de l'Etat.

Si le ministère chargé de la santé et de la solidarité et celui de l'équipement se sont conformés à l'esprit comme à la lettre de la circulaire, dans certains cas, relativement fréquents, les DNO contiennent des orientations beaucoup trop générales pour être significatives. Le ministère de l'agriculture a quant à lui opté pour des démarches partielles et plus progressives.

Certains ministères, non des moindres au regard du nombre d'agents employés, (éducation nationale, finances et industrie, intérieur...), n'ont pas même jugé utile de donner suite à la circulaire du Premier ministre.

Rares sont les ministères qui ont mis en oeuvre la formule de la lettre de mission adressée aux responsables de leurs services déconcentrés lors de leur nomination. En revanche, la plupart d'entre eux ont mis sur pied des formules de dialogue de gestion entre services centraux et services déconcentrés dont les modes d'organisation, la périodicité et l'efficacité varient sensiblement d'un ministère à l'autre.

Depuis le tout début des années 1990, diverses tentatives ont également été engagées pour étendre les responsabilités des gestionnaires locaux au moyen de procédures contractuelles conclues avec l'administration centrale, souvent basées sur le principe d'un assouplissement des règles traditionnelles de gestion en contrepartie d'engagements en termes d'objectifs et de résultats déclinant les priorités locales d'application des orientations nationales.

En 1995, une circulaire du Premier ministre a prescrit l'expérimentation de « contrats de services publics » dans plusieurs ministères. Faute d'une impulsion gouvernementale suffisante, cette démarche expérimentale s'est essoufflée après avoir donné lieu à la signature de deux contrats de service avec des rectorats. En 1988, une nouvelle circulaire du Premier ministre a encouragé le développement de la contractualisation interne. Certains ministères s'y sont engagés plus ou moins résolument, d'autres, en revanche, l'ont négligée.

Au-delà de ces dispositifs contractuels, diverses formules, tels les projets locaux de service, ont été mises en place. Mais l'expérience montre que rares sont ceux qui sont capables de donner toute sa portée à la démarche et de faire preuve d'une réelle capacité d'adaptation au contexte local.

Un tel bilan confirme l'ampleur des efforts qui restent à déployer dans la perspective de la mise en œuvre, dans le cadre de la LOLF, de « budgets locaux de services » articulants des « budgets opérationnels de programme » ministériels.

La mise en œuvre effective de la déconcentration suppose, en tout état de cause, que les personnels et les crédits soient alloués en fonction des objectifs définis avec les services déconcentrés et des résultats obtenus. C'était l'un des objectifs essentiels des textes de 1992 et la perspective de l'évaluation de la performance ouverte par la loi organique sur les lois de finances renforce la nécessité de cette évolution.

Force est de constater que les conditions dans lesquelles s'opère la répartition des personnels appartenant aux services déconcentrés gestionnaires (préfectures, rectorats, DRASS, etc.) ou aux grands réseaux opérationnels (éducation, police, justice, etc.) qui représentent l'essentiel des moyens mis en œuvre par l'Etat sur l'ensemble du territoire, sont encore loin de répondre à des critères explicites. De manière générale, outre que les effectifs réels sont mal connus, leur corrélation avec les missions assumées n'est pas avérée. Les redéploiements sont restés modestes aussi bien entre les circonscriptions régionales et départementales qu'au sein des unes et des autres.

Engagée pour les préfectures dès 1985, étendue en 1990, la globalisation des dotations de fonctionnement a été retardée par la trop lente adaptation des règles et des nomenclatures budgétaires. De plus, l'efficacité, en termes de déconcentration, de la globalisation de ces crédits reste limitée dès lors que les administrations centrales l'assortissent de procédures destinées à leur permettre de peser indirectement sur tous les choix structurants.

De fait, la globalisation a été un moyen de maîtrise des frais de gestion autant qu'un instrument de la déconcentration. A partir de l'exercice 2000, une globalisation incluant les rémunérations des personnels, qui préfigure à maints égards les perspectives de la LOLF, a été expérimentée dans un nombre croissant de préfectures. Une évaluation récente relève de nombreux effets positifs mais souligne les progrès qui restent à faire notamment en matière de mise en œuvre par l'administration centrale d'une véritable fonction de pilotage par objectifs.

Peu de ministères répartissent les crédits d'intervention sur la base de critères reliant les objectifs nationaux et une évaluation précise des situations locales.

Compte tenu de l'imbrication des interventions de l'Etat et de celles des collectivités territoriales, le risque est grand que les décisions prises ne fassent qu'accompagner les logiques de développement émanant spontanément des territoires et que les « moyens allient aux moyens » sans effet de rééquilibrage.

Le pilotage des services déconcentrés suppose enfin que l'administration centrale comme les services déconcentrés puissent suivre l'activité locale de l'Etat. Pourtant, la déconcentration des compétences et des moyens ne s'est pas toujours accompagnée de la mise en place de systèmes d'information répondant à ce besoin.

Plus de vingt ans après le décret d'avril 1981 qui posait un principe général d'organisation consistant à établir un fichier commun à l'ordonnateur et au comptable, l'unification des logiciels retenus pour la dépense des administrations centrales et pour celles déconcentrées n'a pas été généralisée.

La mise en oeuvre à partir de 1988 du système unifiant la comptabilité des mandateurs des ordonnateurs secondaires et celles des comptables a représenté un progrès certain. Elle n'a toutefois pas répondu aux besoins de la gestion comptable interne des ordonnateurs et les services déconcentrés ont mis en place d'autres systèmes d'information souvent non compatibles. Cette dispersion des architectures informatiques - qui ne se limite pas aux seules informations budgétaires ou comptables - ne favorise pas l'exploitation des résultats de gestion des services déconcentrés par les directions d'administration centrale, sous la forme de ratios et de tableaux de bord adaptés à l'activité et aux missions.

Mis en oeuvre à partir d'octobre 1996, le système interministériel ACCORD doit doter à terme l'Etat d'un outil de gestion budgétaire et comptable de sa dépense commun, d'une part, à l'ordonnateur, au comptable et au contrôleur financier, d'autre part, à tous les services centraux et déconcentrés des ministères. Mais ce n'est qu'en 2006 qu'il doit également couvrir les dépenses déconcentrées.

Par ailleurs, aucun service déconcentré ne dispose encore d'un système efficace d'analyse des coûts, pourtant rendu indispensable par les exigences de la LOLF.

Certes, presque tous les ministères ont publié le plan triennal de mise en oeuvre du contrôle de gestion décidé en 2000 et conforté par la loi organique relative aux lois de finances du 1^{er} août 2001, afin de suivre, réguler voire corriger l'action des services. Mais les démarches restent encore hésitantes et imparfaites dans les services déconcentrés.

Le contrôle des inspections ministérielles sur les services déconcentrés est très inégal et l'exploitation de leurs travaux souvent insuffisante. D'une manière générale, alors que ces services pourraient devenir un élément essentiel des dispositifs d'évaluation, l'organisation des corps d'inspection sur une base régionale, voire mieux encore interrégionale n'est pas systématique. Les tentatives du commissariat à la réforme de l'Etat puis de la délégation à la réforme de l'Etat conjointement avec la direction générale de la fonction publique pour coordonner les corps d'inspection en matière de contrôle des services déconcentrés sont restées peu efficaces.

Dans ces conditions, il est difficile de porter une appréciation globale sur les effets de la politique de déconcentration ni d'évaluer les économies ou l'efficacité accrue qui, a priori, devraient en résulter.

(Extrait du rapport public particulier de la Cour des Comptes – Synthèse « La déconcentration des administrations et la réforme de l'Etat » - Novembre 2003)

CONCOURS DE RECRUTEMENT
DES GREFFIERS DES SERVICES JUDICIAIRES
AU TITRE DE L'ANNEE 2004

MERCREDI 25 FEVRIER 2004

CONCOURS EXTERNE ET INTERNE

EPREUVE OBLIGATOIRE N° 2 (durée 3 heures ; coefficient 4)

Au choix du candidat, après communication de chacun des deux sujets de chaque option :

- Option n° 1 :** Composition au choix du candidat sur le droit civil ou sur la procédure civile ;
- Option n° 2 :** Composition au choix du candidat sur le droit pénal ou sur la procédure pénale ;
- Option n° 3 :** Composition au choix du candidat sur le droit du travail ou sur la procédure prud'homale.
-

Les candidats peuvent utiliser uniquement les codes ou les recueils de lois et décrets comportant des références d'articles de doctrine ou de jurisprudence, à l'**exclusion des codes annotés et commentés** article par article par des praticiens du droit. Les candidats peuvent également se servir des codes ou recueils de lois et décrets ne contenant aucune indication de doctrine ou de jurisprudence, sans autres notes que des références à des textes législatifs ou réglementaires, en conséquence :

Seuls peuvent être autorisés :

- Les codes qui ne comportent que des références d'articles de doctrine ou de jurisprudence :

Exemples : - les codes d'audience édités par la société Dalloz, (y compris l'édition la plus récente de ce code portant en couverture la mention « textes - jurisprudence - annotations »),
- les codes édités par les sociétés Dalloz ou Litec,
- les méga codes Dalloz...

- Les recueils de lois ne comportant aucune autre note que des références à des textes législatifs ou réglementaires.

TOURNEZ S.V.P.

Ne sont pas autorisés :

- l'Instruction Générale prise pour l'application du code de procédure pénale sauf les passages de cette instruction figurant dans le petit code DALLOZ de procédure pénale,
- les codes commentés (exemple : Codes commentés LITEC),
- les recueils de décisions jurisprudentielles,
- les codes citant des réponses ministérielles.

TRES IMPORTANT

**Les candidats ne traiteront qu'un seul sujet
parmi les six sujets proposés dans les trois options suivantes.**

SUJETS :

OPTION N°1 :

1^{er} sujet : Droit civil

La personnalité juridique de la personne physique.

2^{ème} sujet : Procédure civile

Le jugement civil.

OPTION N° 2 :

3^{ème} sujet : Droit pénal

Le sursis.

4^{ème} sujet : Procédure pénale

La chambre de l'instruction.

OPTION N° 3 :

5^{ème} sujet : Droit du travail

Le licenciement pour motif personnel.

6^{ème} sujet : Procédure prud'homale

La compétence d'attribution du Conseil de Prud'hommes.

**CONCOURS DE RECRUTEMENT
DES GREFFIERS DES SERVICES JUDICIAIRES
AU TITRE DE L'ANNEE 2004**

JEUDI 26 FEVRIER 2004

CONCOURS EXTERNE ET INTERNE

EPREUVE FACULTATIVE N° 6 (durée 1 heure ; coefficient 1)

Epreuve écrite sur les technologies de l'information et de la communication.

- Il est interdit d'avoir recours à des notes ou documents quelconques.
- Le candidat ne doit ni signer sa copie ni y porter de signe distinctif, la rupture de l'anonymat entraînant l'annulation de la copie.

SUJET :

Les mesures de sécurité informatique à prendre pour préserver les données juridiques du greffe.

**CONCOURS DE RECRUTEMENT
DES GREFFIERS DES SERVICES JUDICIAIRES
AU TITRE DE L'ANNEE 2004**

JEUDI 26 FEVRIER 2004

CONCOURS EXTERNE ET INTERNE

EPREUVE FACULTATIVE N° 8 (durée 1 heure ; coefficient 1)

Epreuve écrite sur le droit communautaire institutionnel.

- Il est interdit d'avoir recours à des notes ou documents quelconques.
- Le candidat ne doit ni signer sa copie ni y porter de signe distinctif, la rupture de l'anonymat entraînant l'annulation de la copie.

SUJET :

La commission européenne.

**CONCOURS DE RECRUTEMENT
DES GREFFIERS DES SERVICES JUDICIAIRES
AU TITRE DE L'ANNEE 2004**

JEUDI 26 FEVRIER 2004

CONCOURS EXTERNE ET INTERNE

EPREUVE FACULTATIVE N° 7 (durée 1 heure ; coefficient 1)

Epreuve écrite sur les finances publiques.

- Il est interdit d'avoir recours à des notes ou documents quelconques.
- Le candidat ne doit ni signer sa copie ni y porter de signe distinctif, la rupture de l'anonymat entraînant l'annulation de la copie.

SUJET :

La séparation des ordonnateurs et des comptables : présentation et mise en œuvre du principe.

**CONCOURS DE RECRUTEMENT
DES GREFFIERS DES SERVICES JUDICIAIRES
AU TITRE DE L'ANNEE 2004**

JEUDI 26 FEVRIER 2004

CONCOURS EXTERNE ET INTERNE

EPREUVE FACULTATIVE N° 9 (durée 1 heure ; coefficient 1)

Epreuve écrite de langue vivante : ANGLAIS

- Il est interdit d'avoir recours à des notes ou documents quelconques.
- Le candidat ne doit ni signer sa copie ni porter de signe distinctif, la rupture de l'anonymat entraînant l'annulation de la copie.

SUJET :

Les candidats devront traduire en français le texte ci-joint.

TOURNEZ S.V.P.

ANNIVERSARY: H.C. ANDERSEN, THE WORLD-FAMOUS DANISH WRITER OF FAIRYTALES.

Next year, the poet of fantasy will be celebrated world wide :

Hans Christian Andersen was born in 1805 in Odense, on the island of Funen in Denmark. For a long time his mother resisted his wish to go to Copenhagen, the big city. He was tall and gawdy and had a peculiar face with a conspicuously long nose. Therefore, he was teased everywhere, and his mother, knowing him to be vulnerable and sensitive, did not find it advisable to let him go. However, a fortune teller told her that, eventually, her son would become famous all over the world and she relented.

In May 1837 came the first booklet with four fairy tales. He wrote in a letter that he retells some of the fairy tales he has heard as a child when he took part in the harvest outside Odense.

The Danish author Karen Blixen (writer of "Out of Africa") has said perhaps the noblest that could be said about the secret of H.C. Andersen as an author :

"Some books besides being enjoyable, are also an adventure to read that, I think, is always the case with Andersen's. What a wonderful quality imagination is ! As I am growing older I've come to think of it as the only truly divine, the basis of everything else... People without imagination are the worst because they cannot understand the true essence of things... And then Andersen can be so indescribably simple and moving in other matters, it's like listening to a violin. He is a great magician".

He is that in all languages - but at his best in Danish.

(From an article by J. Moellehave
for the Tourist Office)

**CONCOURS DE RECRUTEMENT
DES GREFFIERS DES SERVICES JUDICIAIRES
AU TITRE DE L'ANNEE 2004**

JEUDI 26 FEVRIER 2004

CONCOURS EXTERNE ET INTERNE

EPREUVE FACULTATIVE N° 9 (durée 1 heure ; coefficient 1)

Epreuve écrite de langue vivante : ALLEMAND

- Il est interdit d'avoir recours à des notes ou documents quelconques.
- Le candidat ne doit ni signer sa copie ni y porter de signe distinctif, la rupture de l'anonymat entraînant l'annulation de la copie.

SUJET :

Les candidats devront traduire en français le texte ci-joint.

TOURNEZ S.V.P.

Unternehmen Puff⁽¹⁾

Seit die Prostitution in Deutschland legal ist, ändert sich die Szene Das Café „Pssst!“⁽²⁾ in Berlin wurde zum Vorzeigemodell

Die Einladung zu den Gesprächen über das neue Gesetz kam vom Bundesministerium für Familie, Senioren, Frauen und Jugend, als Teilnehmer kamen Vertreter der Dienstleistungsgewerkschaft Ver.di, Referenten aus dem Bundesministerium sowie Vertreter der Polizei – und Frau Felicitas Weigmann.

Das Thema: Prostitution – und davon hat Felicitas Weigmann jede Menge Ahnung. Sie hat 21 Jahre als Hure gearbeitet, bevor sie Puffmutter wurde; heute gehört ihr das Café „Pssst!“ im feinen Berlin-Wilmersdorf sowie drei Wohnungen im Hinterhaus. Jede Nacht besuchen mindestens zwanzig Frauen das Café und bringen ihre Freier ins Hinterhaus. Für jedes vermietete Zimmer berechnet Felicitas Weigmann 30 Euro – ganz legal: Denn vor etwas über einem Jahr wurde Prostitution in Deutschland legalisiert, und das ist auch ihr Verdienst.

Felicitas Weigmann zeigt ihre Preisliste: Zimmer je angefangene Stunde: 125 Euro, Whirlpool: 30 Euro, und dann die „Dienstleistungen“, detailliert aufgeführt – natürlich alles geschützt. Noch vor einem Jahr wäre eine solche Preisliste undenkbar gewesen: „Damals haben sie meinen Laden für sechs Monate dicht gemacht und wollten mich in den Knast⁽³⁾ stecken – wegen der guten Arbeitsbedingungen, die angeblich die Prostitution fördern würden“.

Felicitas Weigmann klagte, gewann und wurde zur Vorzeige-Puffmutter. So sollte das Bordell der Zukunft aussehen, dachten sich grüne und rote Bundestagsabgeordnete und verabschiedeten ein neues Gesetz.

Geschmackvolle Einrichtung und Sauberkeit sind besonders wichtig für Felicitas Weigmann, und inzwischen läuft das Geschäft so gut, dass sie den Frauen auch Arbeitsverträge anbieten kann: mit Festgehalt, Urlaubsgeld und Krankenversicherung.

In einer Zwischenbilanz lobte Felicitas Weigmann das Gesetz, betonte aber, dass leider immer noch zu wenig Frauen und Bordellbesitzer die Möglichkeiten kennen, die ihnen das neue Gesetz bietet. „Ich hoffe, dass sich jetzt auch Geschäftsleute für die Branche interessieren werden, und nicht nur die miesen Zuhälter, die die Frauen verprügeln und ausnutzen.“

Aber wenn die Frauen trotz dieser Vorteile aussteigen wollen, werden sie sofort unterstützt. Jede Hure, die einen solchen Arbeitsvertrag abschließt, kann wieder kündigen und sich beim Arbeitsamt umschulen lassen. Doch bisher sind nur die Frauen gegangen, die im Café „Pssst!“ den Partner fürs Leben gefunden haben.

⁽¹⁾ Puff = bordel / maison close

⁽²⁾ „Pssst!“ = Chut !

⁽³⁾ Knast = tôle / prison

(WOMAN, Oktober 2003)

**CONCOURS DE RECRUTEMENT
DES GREFFIERS DES SERVICES JUDICIAIRES
AU TITRE DE L'ANNEE 2004**

JEUDI 26 FEVRIER 2004

CONCOURS EXTERNE ET INTERNE

EPREUVE FACULTATIVE N° 9 (durée 1 heure ; coefficient 1)

Epreuve écrite de langue vivante : ESPAGNOL

- Il est interdit d'avoir recours à des notes ou documents quelconques.
- Le candidat ne doit ni signer sa copie ni y porter de signe distinctif, la rupture de l'anonymat entraînant l'annulation de la copie.

SUJET :

Les candidats devront traduire en français le texte ci-joint.

TOURNEZ S.V.P.

Trámite(*) eclesiástico antes de la boda del príncipe Felipe de Asturias con doña Letizia Ortiz Rocasolano

Doña Letizia Ortiz, prometida del príncipe de Asturias, deberá pasar antes de su boda un "trámite especial" con el que deben cumplir todas aquellas personas que estando bautizadas han contraído matrimonio civil y, roto este vínculo, deciden casarse por la Iglesia. Dicho trámite se reduce en síntesis a responder a esta pregunta: "¿Qué le indujo a contraer anteriormente matrimonio por lo civil y por qué quiere ahora casarse canónicamente?".

...

Cabe destacar que en el caso de que doña Letizia Ortiz no hubiera estado bautizada, la Iglesia hubiera reconocido como válido su matrimonio anterior (cosa que no sucede cuando es una persona bautizada quien se casa por lo civil).

Sin embargo, el hecho de que la boda civil de un bautizado no sea válida para la Iglesia, no quiere decir que deje de ser una "realidad que, de hecho, ha existido".

Lo que en el fondo intenta la Iglesia católica con el citado trámite previo a la boda religiosa es, según el decano de la Facultad de Derecho Canónico de la Universidad Pontificia de Salamanca, garantizar que se trata de "una opción seria" y no de una especie de intento de fraude de ley, como sería, por ejemplo, el hecho de que una persona se casara primero por lo civil, para, si sale bien, al poco tiempo convalidarlo por la Iglesia, y si sale mal, como ante la Iglesia católica la persona bautizada sigue soltera, pues ... no hay ningún problema.

Se sabe, asimismo, que tanto el príncipe como su prometida tendrán que hacer un cursillo prematrimonial, que les puede ser impartido privadamente en atención a su caso. En el citado cursillo, lo que fundamentalmente se dice a los novios es que han de llevar una vida acorde con la doctrina de la Iglesia en lo que se refiere no sólo a la fe, sino también a la conducta y a la práctica habitual de los Sacramentos.

"HOLA"

22 de noviembre de 2003

(*)Trámite: formalité